



HAL
open science

Quand la politique devient un stigmaté : “ agents de l’étranger ”, “ extrémistes ”, “ indésirables ” en Russie et au-delà

Françoise Daucé

► To cite this version:

Françoise Daucé. Quand la politique devient un stigmaté : “ agents de l’étranger ”, “ extrémistes ”, “ indésirables ” en Russie et au-delà. Les Études du CERI, 2022, Regards sur l’Eurasie. L’année politique 2021, 261-262, pp.21-26. 10.25647/etudesduceri.261-262.03 . hal-03677360

HAL Id: hal-03677360

<https://hal.science/hal-03677360>

Submitted on 9 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand la politique devient un stigmaté : « agents de l'étranger », « extrémistes », « indésirables » en Russie et au-delà par Françoise Daucé

Si la triste actualité du coronavirus et des confinements a dominé l'agenda international en 2020 et 2021, elle s'est doublée en Russie et au Bélarus d'une actualité de la répression contre les opposants pouvant aller jusqu'à leur élimination physique. En Russie, la tentative d'empoisonnement d'Alexeï Navalny à l'été 2020 a constitué l'acmé du combat engagé par les forces de sécurité contre les opposants au pouvoir les plus populaires. Après avoir fait la preuve de la responsabilité des services russes dans la tentative d'assassinat dont il avait été victime, Navalny a choisi en janvier 2021 de rentrer en Russie, depuis Berlin où il était soigné, ce qui a provoqué son arrestation, puis a précipité la répression de son mouvement qualifié d'extrémiste. Sa Fondation de lutte contre la corruption (FBK) et le réseau militant qu'elle avait constitué dans l'ensemble du pays ont dû renoncer à toute activité sur le sol russe.

Au Bélarus, les mobilisations de l'été 2020 à l'occasion des élections présidentielles avaient laissé espérer une sortie de l'autoritarisme politique incarné par le maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko depuis 1994. Mais soutenu par son allié russe, le chef de l'Etat a rapidement repris la main et engagé une lutte farouche contre les voix critiques qui se sont exprimées dans le pays, faisant valoir sa mainmise sur terre et dans les airs en allant en mai 2021 jusqu'à détourner l'avion transportant l'opposant Roman Protassevitch alors qu'il survolait le pays.

Quelle leçon tirer de cette séquence, si ce n'est le constat de la défaite manifeste des opposants, et de la victoire sans appel des élites au pouvoir ? Ces sombres récits méritent pourtant une étude attentive des mécanismes d'emprise car, d'une part, la domination politique n'est jamais définitivement acquise mais toujours en train de se faire, et, d'autre part, la violence de la répression suscite des réorganisations militantes qui essaient au-delà des réseaux constitués et des frontières nationales.

Le zèle permanent du contrôle politique

Malgré la domination durable des gouvernements autoritaires sur l'ensemble des processus politiques et institutionnels, la sujétion de la société n'est jamais acquise mais sans cesse remise sur le métier. Les sociétés postsoviétiques sont dynamiques, actives et connectées. Les différenciations sociales, générationnelles, nationales ou géographiques qui les traversent alimentent des dynamiques de loyauté mais aussi d'abstention ou de critiques. Le moment du vote constitue ainsi un moment privilégié de tensions quand bien même les résultats des scrutins sont fixés à l'avance. La préparation des élections est surveillée avec attention par les autorités comme par les cercles protestataires qui tentent de s'emparer du prétexte électoral pour affermir

leur légitimité d'un côté, la critiquer de l'autre, à l'exemple de l'élection présidentielle contestée au Bélarus de l'été 2020 ou des élections législatives encadrées en Russie en septembre 2021¹.

Ces dernières, organisées du 17 au 19 septembre pour renouveler la Douma, ont été l'occasion d'évaluer l'importance des ressources administratives déployées par le pouvoir pour contrôler l'élection : les militaires ont été gratifiés d'une prime de 15 000 roubles (environ 180 euros) et les retraités d'une aide de 10 000 roubles (environ 120 euros) pour compléter leur pension. Le gouvernement a ainsi témoigné de sa sollicitude à sa base sociale la plus fidèle. Sous des apparences de démocratie participative, Russie unie a organisé une consultation citoyenne en ligne pour nourrir son programme qui a reçu, selon ses dires, 1,6 million de propositions². Enfin, pour garantir la participation et la loyauté des électeurs, des pressions ont été exercées sur les fonctionnaires et les employés des organisations parapubliques. L'ouverture des bureaux le vendredi a ainsi permis d'organiser le vote en groupe des collectifs de travail.

En contrepoint, un encadrement strict de la compétition politique a été assuré par les commissions électorales qui ont invalidé des candidats jusqu'au jour du scrutin. L'organisation d'Alexeï Navalny étant considérée comme « extrémiste », toutes les personnes l'ayant soutenu de près ou de loin ont été écartées des élections. Le parti libéral labloko, qui a par le passé accueilli sur ses listes des forces en difficulté, a renoncé à intégrer les militants de la Fondation de lutte contre la corruption pour ne pas mettre en péril l'ensemble de ses candidats. Il s'est également abstenu d'intégrer Andreï Pivovarov, dont l'organisation Russie ouverte avait été déclarée indésirable par les autorités. La fabrication sous contrôle des listes électorales a été marquée par le maintien d'un pluralisme de façade malgré la domination du parti du pouvoir. Quatorze partis (dont le PCFR et le LDPR) ont pu présenter des candidats, permettant aux électeurs de choisir entre différentes listes et personnalités locales. Dans le cas le plus inique, les « clones » de candidats libéraux se sont présentés contre eux (comme pour Boris Vichnevsky, candidat du parti labloko, confronté à deux homonymes et sosies dans sa circonscription électorale).

Pour jouer dans les interstices de ce pluralisme organisé, les partisans d'Alexeï Navalny ont activé leur projet de « vote intelligent » (*umnoe golosovanie*) par l'intermédiaire d'une application disponible en ligne, invitant les électeurs à voter pour le candidat le mieux placé pour l'emporter face à celui de Russie unie. En réponse, les autorités russes ont demandé à Apple et Google de supprimer l'accès à cette application le 17 septembre. La plateforme Telegram a bloqué elle-même la chaîne de Navalny le jour du scrutin. Les grands opérateurs du numérique se sont donc alignés, pour la première fois dans l'histoire de l'Internet russe,

¹ Vladimir Gelman *et al.*, « Expectations for Russia's september parliamentary elections », *Ponars*, 20 août 2021, <https://www.ponarseurasia.org/expectations-for-russias-september-parliamentary-elections/> ; Myriam Désert, « Russie unie : des législatives (presque) totalement contrôlées par le pouvoir », *The Conversation*, 16 septembre 2021, <https://theconversation.com/russie-unie-des-legislatives-presque-totalement-controlees-par-le-pouvoir-167842>.

² Site de Russie unie, <https://er.ru/activity/news/v-narodnuyu-programmu-edinoj-rossii-za-mesyac-postupilo-bolee-1-6-mln-predlozhenij>.

sur les positions des autorités, dans un contexte de « souverainisation » du runet³. Le lendemain du scrutin, le décalage constaté entre les résultats du dépouillement dans les bureaux de vote et ceux du vote électronique à distance à Moscou a suscité une polémique. Les premiers donnaient les candidats soutenus par le « vote intelligent » (essentiellement des candidats du PCFR) gagnants dans la majorité des circonscriptions, alors que le vote en ligne a permis la victoire des représentants du parti du pouvoir, ce qui a laissé planer le soupçon d'une manipulation des scores en ligne.

Les résultats des élections se sont donc finalement révélés conformes aux attentes du pouvoir, mais ce dernier a dû déployer des ressources administratives et des dispositifs complexes d'influence et de menace pour y parvenir. L'énergie consacrée à assurer la victoire du pouvoir semble à la mesure des dynamiques contraires qui traversent la société.

L'expansion de la coercition politique

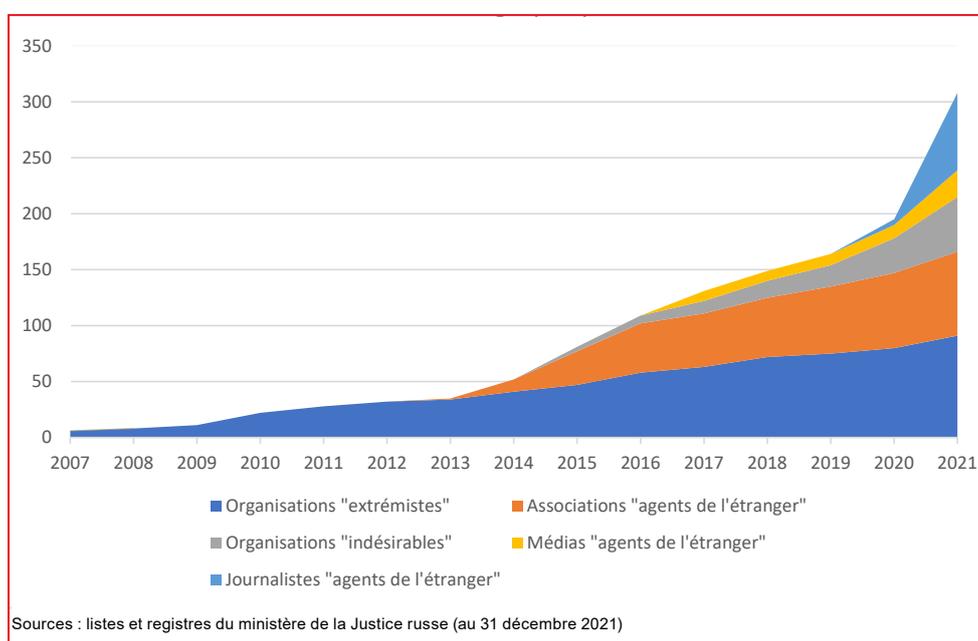
Les gouvernements autoritaires ne se satisfont pas d'avoir la main sur la compétition électorale ni de contrôler les partis politiques, ils entendent exercer, pour paraphraser la célèbre formule wébérienne, le « monopole de la politique légitime », et œuvrent à être les seuls tenants du droit de définir et de mettre en œuvre l'action politique sur leur territoire, déconsidérant à cette fin tout autre groupe ou organisation qui s'en réclame. La criminalisation de la notion même d'activité politique entendue au sens large est étendue à un vaste ensemble d'acteurs non gouvernementaux inscrits dans des dispositifs de contrôle toujours plus nombreux. Au fil des textes et amendements législatifs s'est constitué un « mille-feuille oppressif » qui touche des cercles de plus en plus larges de militants et de citoyens engagés.

Depuis 2002, la loi contre l'extrémisme concerne indistinctement les associations, les organisations religieuses, les médias, les personnes morales et physiques accusées d'œuvrer au renversement de l'ordre constitutionnel, de porter atteinte à l'intégrité de la Fédération de Russie, de diffuser un discours de haine raciale, nationale ou religieuse, ou encore de dégrader l'honneur national. Ces organisations sont interdites et dissoutes par décision de justice (comme l'a été la Fondation de lutte contre la corruption en 2021). Depuis 2012, la loi sur les agents de l'étranger renforce les dispositifs d'encadrement de la société civile. Hors de toute procédure judiciaire, le ministère de la Justice tient le registre public des organisations considérées comme agents de l'étranger parce qu'elles reçoivent des financements internationaux et exercent des activités politiques. Cette dernière notion est définie de manière très large par les organes de sécurité comme l'ensemble des initiatives de publication et de participation au débat public. La loi sur les agents de l'étranger a été étendue en 2017 aux médias, conduisant à la reprise en main des rédactions couvrant de

³ Francesca Musiani *et al.*, « Souveraineté numérique : l'internet russe peut-il se couper du reste du monde ? » *The Conversation*, 18 mars 2019, <https://theconversation.com/souverainete-numerique-linternet-russe-peut-il-se-couper-du-reste-du-monde-113516> ; Polina Kolozaridi et Dmitry Muravyov, « Contextualizing sovereignty : A critical review of competing explanations of the Internet governance in the (so-called) Russian case », *First Monday*, Vol. 26, n° 5, 3 mai 2021, <https://doi.org/10.5210/fm.v26i5.11687>.

près ou de loin l'actualité politique de façon indépendante et critique du pouvoir. En 2021, elle a été élargie aux journalistes en tant que personnes physiques inscrites nominalement sur le registre des agents de l'étranger tenu par le ministère de la Justice. En vertu de cette législation, les sites des associations, des médias et les réseaux sociaux sont contraints de signaler par la formule consacrée que les contenus qu'ils publient « ont été produits ou diffusés par des moyens d'information ou des personnes morales remplissant la fonction d'agent de l'étranger ». Ce stigmate touche massivement en 2021 les médias en ligne d'information générale et d'investigation (comme la télévision en ligne Dozhd', les sites The Insider, Vazhnye Istorii ou le site Proekt devenu « indésirable ») ainsi que les journalistes qui les animent.

Figure 2
« Agents de l'étranger », « extrémistes » et « indésirables » en Russie



Plus encore, des associations « agents de l'étranger » sont désormais menacées de liquidation (*likvidatsia*) pour avoir enfreint diverses dispositions de la loi. En novembre, la Procuration générale de Russie a ainsi demandé la dissolution de l'association Memorial International et du centre des droits humains Memorial pour « dissimulation d'informations relatives à la fonction d'agent de l'étranger » et « apologie de l'extrémisme et du terrorisme »⁴. De nombreuses organisations russes et internationales (Amnesty International, Grazhdanskoe sodejstvie, le Comité contre la torture...) se sont unanimement indignées de cette volonté de fermer « Memorial, l'un des géants de la défense des droits de l'homme en Russie » et considèrent que « le gouvernement a franchi le Rubicon dans sa campagne d'étouffement

⁴ Memorial France, « Après Memorial International, le parquet russe s'attaque au Centre des droits humains Memorial », 12 novembre 2021, <http://memorial-france.org/apres-memorial-international-le-parquet-russe-sattaque-au-centre-des-droits-humains-memorial/>.

des voix indépendantes »⁵. La « liquidation » de Memorial a été prononcée par la Cour suprême de Russie le 28 décembre. Outre le préjudice porté à la mémoire des répressions staliniennes et à la défense des droits humains dans la Russie actuelle, elle pourrait ouvrir la voie à la fermeture des autres associations enregistrées comme agents de l'étranger ainsi que des médias et des journalistes victimes du même statut.

Face à la criminalisation croissante de l'action politique non gouvernementale, des adaptations sous contrainte se dessinent dans l'adversité. Des formes d'entraide se développent entre les acteurs politiques, associatifs et médiatiques, voire économiques et techniques, confrontés à la répression. Contre des menaces communes mais incertaines, des initiatives multiples mais fragiles se mettent en place pour créer des réseaux de soutien. A titre d'exemple, pour informer et aider les victimes d'arrestations ou de perquisitions, le portail OVD-Info documente les détentions et aide les personnes incarcérées⁶. Des canaux d'information fonctionnent sur l'application Telegram pour conseiller les militants en difficulté. Des savoirs techniques se développent pour contourner les blocages et la surveillance en ligne⁷. Des initiatives de financement participatif proposent le paiement solidaire des amendes infligées par les organes de maintien de l'ordre. Des services d'aide juridique offrent un soutien légal et juridictionnel aux personnes arrêtées et jugées comme le mouvement Agora ou le Centre de défense des droits des médias dirigé par Galina Arapova⁸. Ces multiples initiatives se déploient au risque pour leurs membres de tomber eux-mêmes sous le coup de la loi et d'être inscrits sur le registre des agents de l'étranger.

Lorsque la pression devient trop forte, c'est hors des frontières de la Russie que les militants poursuivis trouvent le salut. Pour échapper aux poursuites criminelles, aux perquisitions et aux risques d'arrestation, les acteurs les plus engagés doivent se résoudre à l'exil pour garantir leur sécurité et ne pas allonger la liste des prisonniers politiques tenue par l'association Memorial⁹. Ces nouveaux réfugiés politiques essaient dans différents pays d'Europe, en Ukraine ou dans les Etats du Caucase pour y trouver l'asile. Au fil des ans et des répressions, se constituent ainsi des communautés politiques en exil qui tentent d'agir depuis l'étranger. Si l'exemple de la rédaction du média russe Meduza, installée à Riga depuis 2016, est le plus connu, d'autres délocalisations militantes ont lieu, privilégiant les Etats qui offrent des garanties de sécurité dans l'Union européenne (Pologne, République tchèque, Etats baltes).

Les expériences répressives et d'exil des militants russes sont partagées par de nombreux militants des nouveaux Etats postsoviétiques. Depuis 2020, l'homologie la plus forte

⁵ Voir <https://eurasia.amnesty.org/2021/11/12/sovместное-заявление-российских-и-международных-правозащитных-организаций-по-поводу-ситуации-с-обшеством-memorial/>.

⁶ Site de OVD-Info : <https://ovdinfo.org/>.

⁷ Françoise Daucé, Francesca Musiani (eds). « Infrastructure-embedded control, circumvention and sovereignty in the Russian Internet », *First Monday*, Vol. 26, n° 5, 3 mai 2021, <https://journals.uic.edu/ojs/index.php/fm/article/view/11685>.

⁸ Site du Centre pour la défense des droits des médias : <https://mmdc.ru/>.

⁹ Spisok politzakliucennykh (bez presleduemykh za religiu), <https://memohrc.org/ru/pzk-list>.

rapproche les opposants russes et biélorusses qui partagent désormais un destin commun. Si des réseaux d'entraide préexistaient déjà entre eux avant les répressions, de nombreux militants se rapprochent désormais dans l'exil pour tenter de mettre en commun leurs problèmes, leurs idées et leurs savoirs afin de poursuivre le combat politique, associatif et médiatique sur les fronts des différents Etats postsoviétiques. Des organisations internationales et des acteurs diplomatiques tentent de les soutenir juridiquement et matériellement dans leur pays d'accueil. Ainsi, ce qui se joue en Russie ou au Bélarus n'est pas seulement une question de politique intérieure des deux Etats concernés, c'est désormais un enjeu pour l'ensemble des Etats postsoviétiques et pour l'Europe en général.

Pour citer cet article : Françoise Daucé, « Quand la politique devient un stigmat. "Agents de l'étranger", "extrémistes", "indésirables" en Russie et au-delà », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.